

**Journée d'étude du Groupe de recherche sur les parlements et les parlementaires de  
l'Association française de science politique  
Paris, 16 janvier 2009.**

**Violence des échanges en milieu parlementaire.**

**La pacification contrariée des mœurs politiques à l'épreuve du travail parlementaire  
(XIXe-XXe siècles)**

**De l'affrontement partisan à la violence symbolique :  
la *déclaration de politique générale* dans la Ve République.**

---

Pascal MARCHAND  
Professeur des universités<sup>1</sup>

La *déclaration de politique générale* est une occasion unique pour un gouvernement d'exposer son analyse de la situation du pays, ses intentions d'action et les valeurs qui la sous-tendent. Si chacun de ces discours est tenu par un Premier ministre particulier, avec son histoire et sa personnalité, il l'est également pour un auditoire et en fonction de cet auditoire, ainsi que dans un contexte général particulier.

Depuis la première *déclaration* de Michel Debré, le 15 janvier 1959, jusqu'à celle de François Fillon, le 3 juillet 2007, les Premiers ministres ont eu à affronter des contextes plus ou moins favorables et des parlementaires plus ou moins hostiles. Certains affrontements particulièrement virulents font mémoire dans l'histoire politique des cinquante dernières années. Nous posons l'hypothèse que la façon dont ces conflits sont gérés par les Premiers ministres n'est pas constante et que l'analyse assistée par ordinateur des *déclarations* de la Ve République permet d'en identifier les évolutions.

Les méthodes utilisées ici relèvent d'une approche informatique des textes qui consiste, soit à appliquer des calculs statistiques sur le lexique, soit à effectuer une reconnaissance syntaxique et sémantique du vocabulaire<sup>2</sup>. On montre alors que, pour réaliser cet exercice rituel, les Premiers ministres subissent deux ordres de contraintes qui définissent les deux principaux facteurs<sup>3</sup> :

- **Le facteur temps** : L'évolution chronologique du style a conduit les chefs de Gouvernements à abandonner progressivement le discours argumentatif et programmatique, caractéristique des premières *déclarations*, pour adopter un discours descriptif fondé sur des valeurs générales et consensuelles ;
- **Le facteur confiance** : les procédures automatiques différencient les premières *déclarations*, prononcées lors de la nomination du nouveau Premier ministre (article 49-1 de *la Constitution*) dans un contexte de relative popularité, des suivantes qui sont souvent provoquées par une motion de censure (article 49-2 de *la Constitution*), dans un contexte conflictuel et de relative impopularité.

Parmi ces dernières, les procédures statistiques<sup>4</sup> permettent d'extraire quatorze *déclarations de politique générale* qui se distinguent par leur tonalité conflictuelle :

- Raymond Barre (28 avril 1977)
- Pierre Mauroy (15 septembre 1981, 6 avril 1983 et 19 avril 1984)
- Laurent Fabius (24 juillet 1984)

---

<sup>1</sup> IUT Information & communication - 115D route de Narbonne - BP 67701 - F-31077 TOULOUSE CEDEX

4

<http://pascal-marchand.fr>

<sup>2</sup> Marchand, P. (2007). *Le grand oral - Les discours de politique générale de la Ve République*. De Boeck / INA. Préface de Michel Rocard.

<sup>3</sup> Il s'agit d'une *analyse des correspondances lexicales* appliquée à un tableau croisant, en lignes, les 2 042 mots qui apparaissent plus de 10 fois et, en colonnes, les 36 *déclarations de politique générale* de 1959 à 2007.

<sup>4</sup> On lit les contributions absolues de coordonnées négatives au deuxième facteur pour les colonnes.

- Jacques Chirac (7 avril 1987 et 3 décembre 1987)
- Edith Cresson (7 février 1992)
- Pierre Bérégovoy (8 avril 1992 et 25 novembre 1992)
- Edouard Balladur (15 décembre 1993)
- Alain Juppé (2 octobre 1996)
- Dominique de Villepin (21 février 2006 et 16 mai 2006).

L'examen du lexique caractérisant ces quatorze *déclarations*<sup>5</sup> par rapport aux autres met en évidence plusieurs caractéristiques du discours conflictuel :

- l'interpellation (« Monsieur », « Monsieur Mitterrand », « Monsieur Debré », « Monsieur Hollande ») et la pronominalisation (« vous », « je », « nous ») ;
- le marquage des appartenances (« majorité », « opposition », « gauche », « prédécesseurs »...) et de la confrontation (« négociation », « scrutin », « débat », « censure », « vote »...)
- le vocabulaire chiffré (« % », « cent(s) », « mille », « million(s) », « milliard(s) »...)
- l'argumentation (*pas, alors, jamais, oui, comme, si, quoi, là, moins, dépit, contre, contraire, voilà, t...*) ; Deux marques argumentatives retiendront particulièrement notre attention : « vrai » et « réalité ».

L'ensemble de ces caractéristiques confirme un discours traduisant une *attitude à l'égard du langage* de nature plus *syntagmatique* (« parler à quelqu'un ») que *paradigmatique* (« parler de quelque chose »)<sup>6</sup>. Mais, au-delà d'une caractérisation d'ensemble, la gestion du conflit par les Premiers ministres a connu une évolution que chacune des caractéristiques peut révéler.

**1. La dynamique pronominale** s'accroît régulièrement dans le temps : d'un usage relativement faible dans les *déclarations* des années 1970-1980, elle est très significative des déclarations d'Alain Juppé et Dominique de Villepin. On notera, néanmoins, l'exception de Raymond Barre, qui puise largement dans les pronoms personnels et l'interpellation. Cette *déclaration* de Raymond Barre est sans doute l'une des plus polémiques de la Ve République, dans un style que l'on ne retrouvera guère que dans les derniers discours de Dominique de Villepin. Les termes les plus spécifiques en sont : « Monsieur », « Monsieur Mitterrand » et « Monsieur Debré ». Les deux orateurs qui ont précédé le Premier ministre à la tribune sont donc particulièrement visés<sup>7</sup>. A François Mitterrand, qui avait rendu hommage au « professeur d'économie », Raymond Barre répond « en rendant hommage au professeur de littérature », mais c'est pour mieux le qualifier de « magicien du verbe ». L'aspect polémique est également renforcé par un fort usage de la négation et on note également des termes comme « mais », « en dépit », et beaucoup de formules interrogatives :

Or, **qu'ai-je** fait depuis le mois d'octobre dernier ?  
**Ai-je** essayé de réduire l'inflation en cassant les investissements ?  
**N'ai-je pas**, au contraire, par l'investissement public **aussi bien que** par les investissements privés des petites et moyennes entreprises, essayé de soutenir la conjoncture **en dépit** des mesures prises en ce qui concerne les revenus, le crédit et le budget ?  
**Ai-je** personnellement **jamais** caché que je considérais la victoire de l'opposition comme dangereuse pour la France ?  
**Ai-je jamais** refusé d'assumer toutes mes responsabilités ?  
**L'ai-je jamais** demandé ?  
**Ai-je** été, oui ou **non**, attentif à ce que souhaitaient les parlementaires, **notamment** au sujet de problèmes difficiles, comme celui que pose la taxe professionnelle ?

Cette *prise en charge par le « je »* trouvera son expression la plus forte dans le discours de Pierre Bérégovoy, également marqué par la polémique et l'affrontement parlementaire :

<sup>5</sup> idem, mais pour les lignes.

<sup>6</sup> Sur cette distinction, voir :

Beauvois, J-L. & Ghiglione, R. (1981). *L'homme et son langage - Attitudes et enjeux sociaux*. Paris : PUF.  
 Marchand, P. (2007, *op. cit.*).

<sup>7</sup> Ainsi se dessine le nouveau paysage politique de la France, marqué par une opposition tripartite entre les gaullistes, la gauche et le centre.

Croyez-vous que **je** prendrais la responsabilité de tels propos devant la représentation nationale que **je** respecte, et devant l'opinion publique, si **je** n'avais pas l'intention d'honorer tous les engagements que **je** prends devant vous ?

**2. Le vocabulaire technique** peut être identifié par le recours au chiffrage. Le style de Pierre Mauroy s'affirme ici avec un usage, exceptionnel dans l'histoire des *déclarations de politique générale*, des dates et des chiffres (*mille, millions, milliards, %...*). La déclaration du 19 avril 1984 comprend ainsi dix-sept occurrences du signe « % » et les milliers, millions et milliards s'enchaînent :

Notre parc de machines-outils à commande numérique n'était que de dix-**mille** contre vingt-**mille** pour l'Italie, vingt-cinq-**mille** pour l'Allemagne et plus de cinquante-**mille** pour le Japon et pour les Etats-unis.  
Trois **milliards** trois **cents millions** de francs d'aide pour les contrats d'entreprise ; deux **cent millions** pour un programme d'innovation technologique et **mille** deux **cent millions** d'achats publics sont prévus pour la période 1983 - 1985 dans le cadre du plan de développement de la machine-outil.

Une telle convocation du chiffre est très rare dans les *déclarations de politique générale*, et ne se retrouve que dans les contextes les plus conflictuels. Ainsi, Alain Juppé, dans son discours du 15 novembre 1995 sur son plan de réforme de la sécurité sociale, est extrêmement technique, jusqu'à échapper au genre-même des *déclarations*<sup>8</sup> :

Ces **recettes** ne pèseront sur les ménages qu'à **hauteur** de **sept milliards** de **francs** au **titre** du **relèvement** de la **cotisation maladie** des inactifs. Les **familles** contribueront à l'effort de **maîtrise** des **dépenses** à travers la non-revalorisation en 1996 des **prestations familiales**.  
Au **total**, la participation des entreprises sera donc de cinq **milliards** de **francs**.  
A travers la **maîtrise médicalisée** des **dépenses** et la tenue d'**objectifs** d'évolution rigoureuse tant en **médecine** de **ville** qu'à l'**hôpital**, les professions de **santé** participeront l'an **prochain** à **hauteur** de cinq **milliards** de **francs** à l'amélioration du **solde** de la **branche maladie**.  
Création de la **caisse d'amortissement** de la **dette sociale** et du **remboursement** de la **dette sociale** (RDS) ;  
Dès 1996, une **contribution** des entreprises qui souscrivent pour leurs salariés des contrats de prévoyance et d'**assurance maladie** complémentaire **apportera** 2,5 **milliards** de **francs**. Au **total**, le FSV sera mis en **mesure** de reprendre onze **milliards** de **francs** de **dépenses** de **solidarité actuellement** supportées par la CNAV.  
L'harmonisation **progressive** des **cotisations maladie** des retraités imposables et des chômeurs indemnisés au-dessus du SMIC qui seront relevées de 1,2 point en 1996 et 1997. C'est le **seul relèvement** de **cotisation**, **hors amortissement** de la **dette**. Cette décision est difficile. Mais c'est une **mesure** de **justice** et de **solidarité**. Je **rappelle** en effet que la **cotisation maladie** des **actifs** atteint 6,8 % ; celle de ces catégories est **actuellement** de 1,4 % et sera donc portée à 3,8 % en deux ans.  
Je me suis engagé à **réduire** de **moitié** le **déficit prévisionnel** des **comptes** sociaux dès 1996 et à rétablir l'équilibre de la **sécurité sociale** en 1997 et les années **suivantes**  
- Pour le **rééquilibrage** nécessaire, à **partir** de 1996, le **gouvernement** a privilégié les économies et les **mesures** de **gestion** qui s'élèveront l'an **prochain** à seize **milliards** de **francs** contre douze **milliards** de **francs** pour les **recettes** nouvelles.  
- Le capital et les intérêts de la **dette** des **exercices** 1992, 1993, 1994 et 1995 soit, en principal, deux **cent trente milliards** de **francs** ;

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, le fait de chiffrer traduit donc essentiellement une stratégie de défense lors du dépôt d'une motion de censure. Le chiffre est alors utilisé comme une modalisation du discours, destinée à doter les énoncés d'un postulat de réalité. Ce qui est tout à fait conforme à la tonalité qu'Alain Juppé donne au discours politique en général : la « réalité » prend le pas sur l'identité que confère l'appartenance à un parti ou la référence à une doctrine, à une idéologie.

**3. Le marquage des appartenances**, en effet, décroît régulièrement dans le temps. Lorsque Raymond Barre s'adressait à François Mitterrand, c'était moins le personnage que son groupe et son idéologie qu'il visait. Un ensemble de termes renvoyaient au clivage et aux luttes politiques : la *majorité*, l'*opposition*, le *programme commun*, le *scrutin*, la *victoire* :

Car ce magicien du verbe a inventé devant nous une nouvelle forme de **socialisme** : le **socialisme** à plusieurs visages. [...] C'est une rhétorique tout court dans laquelle chacun a reconnu le **socialisme** électoral ! D'autres orateurs, en grande partie de la **majorité**, m'ont demandé : où est le grand **dessein**, où est le souffle ? Or, je

<sup>8</sup> La particularité de cette *déclaration* nous amène souvent à l'évacuer de notre corpus, mais elle valide parfaitement nos hypothèses.

n'ai rien entendu quant au **dessein**, ni rien ressenti quant au souffle, sinon le cyclone du **programme commun**.

Pierre Mauroy va puiser davantage encore dans le vocabulaire partisan, notamment à partir de 1983, année marquant le passage « de l'état de grâce à l'état de disgrâce »<sup>9</sup>. Une forme particulière apparaît très spécifiquement : « la gauche ». Pierre Mauroy a toujours explicitement fait référence à la gauche dans ses déclarations, mais ici il emploie le mot onze fois (dont une fois pour mentionner les « radicaux de gauche ») et le mot « majorité » quinze fois :

L'élection du Président de la République a été assurée par une mobilisation des électeurs de toute la **gauche**. Chacun connaît mon attachement à l'union de la **majorité**, à l'union de la **gauche**. L'union de la **gauche** ne peut pas être médiocre. C'est, pour la **gauche**, un précédent historique. Jamais, jusqu'à présent, elle n'était demeurée plus d'un an au pouvoir. Il est donc naturel qu'une **gauche**, pour réussir dans l'intérêt du peuple, dans l'intérêt des travailleurs, préserve les grands équilibres économiques. Et il est naturel que cette **gauche** ait beaucoup de choses à se dire à elle-même. A travers cette première gestion par la **gauche**, dans la durée, je crois que l'on mesurera de mieux en mieux qu'elle est, sans doute, la plus capable de pouvoir mener, avec succès, des opérations très ardues, et dont je comprends qu'elles heurtent dans le présent, mais décisives pour l'avenir de la France. Et la **gauche**, à ce niveau, se heurte à de redoutables obstacles. Je comprends que certains conservent la nostalgie du combat de la **gauche** dans l'opposition pour faire progresser les revendications. Mais, croyez-le, plus difficilement mais plus radicalement, la **gauche** au pouvoir, par l'assainissement, la modernisation et la formation des femmes et des hommes de France, prépare une société plus libre, plus juste et plus fraternelle.

Il faudra attendre le deuxième discours d'Edith Cresson pour retrouver une telle utilisation de « la gauche ». Attaquée par l'opposition à propos de l'affaire Habache, elle n'y consacre que 400 mots (moins de 10 % de sa *déclaration*)<sup>10</sup>. En revanche, le terme « gauche » connaît là sa plus forte spécificité (cité onze fois), supérieure à l'emploi qu'en faisait Pierre Mauroy en 1984, dans une situation également inconfortable pour le gouvernement. On notera que ce terme est également lié à une autre spécificité d'Edith Cresson : « les gouvernements ».

C'est en fonction de ces attentes fondamentales que j'agis comme l'ont fait les premiers ministres de **gauche** depuis dix ans, Pierre Mauroy, Laurent Fabius et Michel Rocard. Délibérément, depuis 1981, la **gauche** a voulu mettre nos concitoyens à l'abri de tous les régimes d'exception. Volontairement, depuis 1981, la **gauche** a élargi le champ des libertés. **Les gouvernements** de la **gauche**. Une seule réponse : la **gauche**. La protection sociale pour moi, premier ministre d'un gouvernement de **gauche**, la protection sociale : .../... Le pouvoir d'achat de ces retraités sera maintenu, comme il l'a été depuis que la **gauche** est au pouvoir. Une seule réponse : **les gouvernements** de **gauche**. Ce sont **les gouvernements** de la **gauche**. La **gauche** ne l'a pas voulu. Jacques Delors à Bruxelles, François Mitterrand et **les gouvernements** de **gauche** à Paris, sont à l'origine de ces grandes réalisations qui ont fortifié la place de la France dans le monde.

Un pas important va être franchi avec Pierre Bérégovoy, dont la première *déclaration* a surpris par son audace. Le clivage partisan, saillant dans les périodes de mise en difficulté du chef du gouvernement, passe ici de la valorisation de l'endogroupe (« la gauche ») à la disqualification de l'exogroupe : la « droite ». Pierre Mauroy demandait déjà : « les chefs d'entreprise comprendront-ils que la gauche au pouvoir apporte aux entreprises ce que la droite n'a jamais pu leur assurer ? ». Ou encore affirmait-il : « voilà la différence entre la rigueur de gauche et l'austérité de la droite ! ». Edith Cresson exhortait : « souvenons-nous de l'échec de la droite, en 1987, qui a laissé monter le taux de chômage à un niveau jamais atteint ». Mais c'est Pierre Bérégovoy qui évoque le plus l'adversaire de droite et d'extrême droite :

<sup>9</sup> Becker, J.-J. & Ory, P. (2000). *Nouvelle histoire de la France contemporaine*, 19 : « Crises et alternances (1974-2000) ». Paris : Seuil, 282, 290.

<sup>10</sup> Avec Edith Cresson apparaît « l'Etat de droit », terme rare que l'on retrouvera aussi chez Dominique de Villepin, également dans une situation d'affrontement à l'Assemblée nationale.

Certes encore, si la gauche les a perdues, la **droite** ne les a pas gagnées.  
L'extrême **droite** maintient ou développe son influence.  
J'entends à l'extrême **droite**, et parfois même ailleurs, que les immigrés n'auraient aucun droit.  
Certains de nos concitoyens se tournent pour cela vers l'extrême **droite**.  
L'extrême **droite** est un poison.  
Enfin une partie de nos concitoyens se tournent vers la **droite**.

On a, également, eu l'occasion d'évoquer l'extrême personnalisation de cette *déclaration* de Pierre Bérégovoy<sup>11</sup>. Mais ce qui marque davantage encore, c'est que le Premier ministre évoque, pour la première et seule fois dans la Ve République, la corruption politique. L'extrait reste parmi les plus célèbres des *déclarations de politique générale* : « J'entends vider l'abcès de la corruption ». L'opposition scande « Tapie, Tapie ». Un peu plus loin, Pierre Bérégovoy précise :

Alors, **je vous** demande, les yeux dans les yeux, de **m'**entendre. Comme **je suis** un Premier ministre nouveau et un homme politique précautionneux, **j'ai** ici une liste de personnalités dont **je** pourrais éventuellement **vous** parler. **Je m'**en garderai bien ! **Je vous** précise que **je n'**aurais, naturellement, cité aucune personne siégeant dans cette Assemblée ; **je me** serais contenté d'évoquer des affaires qui sont du domaine public. Mais comme **je vous** l'ai dit, **je ne** le ferai **pas**.

L'ambiance est explosive. Pierre Mazeaud intervient et, au Premier ministre qui venait de dénoncer l'extrême droite, répond par la mémoire de l'Etat français : *Vous laissez peser certains soupçons qui me rappellent, car j'ai votre âge, un ancien régime qui est celui de Vichy. Je vous somme, Monsieur le Premier ministre, de faire connaître la liste, les noms qui figurent sur cette liste.*

Cette mention de la corruption est particulièrement intéressante pour notre propos, puisqu'elle marque une évolution du genre discursif politique en général. L'affrontement parlementaire ne va progressivement plus se contenter d'être un conflit d'intérêts, l'affrontement d'un camp contre un autre, d'une vision de la société contre une autre, d'une idéologie contre une autre. Il faut à présent chercher à disqualifier l'adversaire sur le terrain de valeurs consensuelles et indiscutables.

**4. Le discours des valeurs** va connaître une évolution chronologique croissante. Les années 1980 marquent sans doute le début de cette évolution, avec le discours de Laurent Fabius, qui rompt avec le discours chiffré et partisan de Pierre Mauroy, pour se situer sur le terrain de la liberté : « je commencerai par dire qu'on peut, si choquant que cela puisse vous paraître, essayer de rassembler autour des libertés ». Mais la liberté ne sera pas la seule notion abstraite et consensuelle brandie par Laurent Fabius. Ses mots d'ordre seront : moderniser et rassembler. Si l'on regroupe toutes les formes liées à la modernité (moderne, modernisation, moderniser, etc.), Laurent Fabius est celui qui marque le plus d'attachement à cette idée (dix-huit mentions) :

Mesdames, Messieurs les parlementaires, **modernisation** ou déclin c'est en ces termes que voici quelques mois je posais devant l'Assemblée nationale le grand choix de notre stratégie.  
Mesdames, Messieurs les parlementaires, il n'y aura pas de **modernisation** économique réussie sans **modernisation** concomitante des rapports sociaux ; mais celle-ci ne se décrète pas.

Alain Juppé construit son discours inaugural autour de valeurs générales et consensuelles, telles que « pacte républicain », « forces vives », « exclusion ». Ainsi, lorsqu'il sera mis en cause pour son *plan de réforme de la protection sociale*, sa déclaration, non seulement sera extrêmement chiffrée, mais elle en appellera à la « responsabilité » (18 citations) : « il faut faire entrer la responsabilité dans le quotidien de la sécurité sociale ».

Ce recours massif aux valeurs marque également les affrontements parlementaires les plus récents. Si les *déclarations* de Jean-Pierre Raffarin ne comptent pas parmi les discours polémiques, y compris lors

<sup>11</sup> On retrouve également un très fort taux de négation (le troisième après Michel Rocard, 1991 et Raymond Barre, 1977) et éventuellement de condition, parfois dans les mêmes phrases :

*Nous ne réduirons pas le chômage si nous ne nous engageons pas résolument dans le partage du travail.*

*Nos sociétés complexes ne peuvent pas vivre si les règles du jeu ne sont pas respectées .../...*

de motions de censure<sup>12</sup>, celles de Dominique de Villepin ont recours à l'argument d'ethos (« vérité », « mensonge », « Etat de droit », « modernité ») qui fait appel à une autorité morale supérieure et consensuelle. Dans ses deux dernières *déclarations*, « Monsieur » est une forme spécifique, ce qui nous renvoie à Raymond Barre en 1977. On retrouve ici la même dynamique d'interpellation de l'adversaire, ainsi que les formes du « vous » (trente-quatre fois) :

Et je voudrais dire à **Monsieur** Bayrou que je suis sensible à ses encouragements.  
Il serait irréaliste, **Monsieur** Hollande, il serait irresponsable, **Monsieur** Bocquet, de faire croire aux français que nous pourrions résoudre nos difficultés en reprenant les slogans du passé.  
**Vous** visez le gouvernement, **Monsieur** Hollande : c'est **votre** droit.  
Je **vous** entends même **vous** féliciter de **votre** gestion des finances publiques entre 1997 et 2002 : mais **vous** n'avez pas pris les décisions de redressement nécessaires, **vous** n'avez pas pris les décisions courageuses sur les retraites ou le système de santé.  
Le contrat que **vous** proposez est intéressant, **Monsieur** Hollande, mais **vous** ne faites que repeindre ce qui existe depuis deux ans  
Apportons enfin une réponse à tous ceux qui souffrent de la pauvreté ou de l'exclusion, étrangement absents de **votre** discours, **Monsieur** Hollande.

Au-delà des interpellations, le vocabulaire renvoie aussi à des aspects de polémique, mais en usant de valeurs consensuelles. Parmi les marques argumentatives spécifiques des discours conflictuels, on retient l'importance des termes « vrai » et « réalité », que l'on se propose de lier<sup>13</sup>. Dominique de Villepin oppose « vous », non plus à « nous » ou même à « moi », mais à la « vérité » :

**Vous** dites que la baisse du chômage est le produit des radiations de chômeurs : la **vérité**, Monsieur Hollande, c'est qu'il y a eu moins de radiations en 2005 qu'en 2004.  
**Vous** dites que nous décourageons la demande des ménages : la **vérité**, c'est que la consommation continue à progresser, la **vérité**, c'est que le SMIC horaire a augmenté de plus de 17 % depuis 2002.  
**Vous** dites que nous déposons le bilan des ZEP : la **vérité**, c'est qu'avec Gilles de Robien nous mettons fin au saupoudrage des moyens et que nous concentrons nos efforts sur les deux cent cinquante établissements qui rencontrent le plus de difficultés.  
**Vous** dites que nous supprimons les allocations familiales pour les familles en grande détresse : la **vérité**, c'est que nous voulons inciter les parents à prendre leurs responsabilités, quitte à suspendre temporairement leurs allocations.  
**Vous** ironisez sur notre engagement national pour le logement : la **vérité**, c'est que jamais nous n'avons construit autant de logements en France depuis vingt-cinq ans.  
La **vérité**, c'est que nous finançons deux fois plus de logements sociaux que ne le faisait le gouvernement Jospin.

Cette « vérité » est sans doute une forme plus affirmée encore de ce qui s'ébauchait avec Alain Juppé : une seule façon, raisonnable et vraie, de voir le monde. Les valeurs sur lesquelles repose le discours politique sont consensuelles sinon universelles. Tout autre modèle est relégué dans l'idéologie :

Alors je fais un rêve : celui d'une opposition qui aurait enfin tourné le dos aux impasses de l'idéologie et qui aurait résolument choisi - comme tous les autres partis de gauche en Europe, comme Monsieur Zapatero, comme Monsieur Blair, comme les alliés de Madame Merkel - le parti de la modernité.

Une étape sera franchie, le 16 mai 2006, avec une interpellation plus fréquente encore (quinze fois « Monsieur », dont neuf fois « Monsieur Hollande »), jusqu'à donner l'impression d'un véritable règlement de compte<sup>14</sup>, ainsi que le montrent les extraits statistiquement significatifs suivants :

Pourquoi déposez-vous aujourd'hui une **motion** de **censure** ? Au nom de qui ? Au nom de quoi ? Au nom de la calomnie, Au nom du **mensonge**, Au nom de la rumeur. Ne l'oubliez jamais, **Monsieur Hollande** : la calomnie **nourrit** la calomnie. Le **mensonge nourrit le mensonge**. La rumeur est une bête qu'on ne rassasie jamais.  
**Certains** parmi vous en appellent à la VIe République. Mais ce dont ils rêvent, c'est de la IVe République, avec des **gouvernements** d'une **semaine** ou d'un **jour** et le retour du régime des partis. **Monsieur Hollande**,

<sup>12</sup> Jean-Pierre Raffarin ne modifie pas radicalement sa rhétorique en fonction des événements et de sa popularité. Il a recours de façon égale aux concepts et valeurs : proximité, démocratie (sociale ou locale), humanisme... Lors de sa dernière *déclaration*, le 5 avril 2004, il usera des termes comme « avenir » et « vérité ».

<sup>13</sup> C'est à partir de ces deux termes, qui apparaissent dans les *contributions* (voir notes 4 et 5), que l'on a reconstitué le vocabulaire des valeurs, par calcul des *cooccurrences*.

<sup>14</sup> Dominique de Villepin sera obligé d'exprimer ses regrets d'avoir, en séance du 22 juin 2006, parlé de « la lâcheté » du chef de l'opposition, François Hollande.

**Monsieur** Bocquet, vous avez les regards tournés vers le passé, vous habitez le **pays** des nostalgies et des regrets, nous **construisons** le **pays** de la fidélité et de l'ambition.  
Hélas souvent la vie politicienne reprend le dessus et nous **pouvons compter** sur vous **Monsieur Hollande**, comme sur vos alliés anciens et plus récents. Vous vous inquiétez de la cohésion de la **majorité**. Je veux vous rassurer : nos **différences** n'égalent jamais vos **divisions**.  
Nous le **construisons** pour aujourd'hui, nous le **construisons** pour **demain** : les **décisions** sans précédent que nous avons prises en **faveur** de la recherche et de l'innovation nous permettront de garder une longueur d'**avance** dans l'économie de la connaissance. Car il y a bien un **choix** à faire. Il y a bien un **choix** à faire entre un **pays** qui stagne et un **pays** qui **progress**e. Ce **choix**, notre **majorité** l'a fait : nous avons été hier les pionniers du nucléaire, du spatial, des transports à grande vitesse.  
Un peu plus d'**humanité** dans la politique, un peu moins de calcul **Monsieur Hollande**. Voilà comment avec le gouvernement et la **majorité** nous concevons notre action. Face à l'emballement de la rumeur, nous **continuerons** notre **travail**, avec méthode, avec calme, avec persévérance. Rien ne détournera le gouvernement de sa tâche et du cap **fixé** par le Président de la République.  
Avec ces illusionnistes, que verrons-nous **demain** ? Toujours rien. Car on ne **change** pas le monde en se repliant sur soi-même et en **refusant** les **réalités** culturelles, sociales et économiques de notre époque : on **change** le monde en y **prenant** toute sa **place**, en se **donnant** plus de forces, en pratiquant l'écoute et le dialogue. L'universel est notre **lieu**, c'est le **lieu** de la France. dans les temps de trouble et de menaces que nous connaissons, beaucoup de **pays** espèrent que nous ne l'oublierons jamais.

A la « vérité » de la déclaration précédente répond donc explicitement ici le « mensonge » et la « calomnie ». Ainsi se confirme l'évolution du discours politique, au long de ces cinquante dernières années. On a vu apparaître, au milieu des années 1990, l'affirmation d'une vision « raisonnable », « pragmatique » et « moderne » contre les visions « irrationnelles », « idéologiques » et « archaïques ». Le discours politique n'est plus l'affrontement de modèles différents, mais une lutte de la raison contre la déraison. Le conflit a abandonné l'opposition politique et doctrinaire, qui fonde l'identité sociale en assumant la possibilité de visions alternatives d'action publique, pour s'établir sur le terrain des valeurs générales et consensuelles dans une rhétorique que l'on peut rapprocher de la nouvelle « vulgate planétaire » décrite par Pierre Bourdieu. S'imposant au débat politique, elle conduit à reléguer certains termes taxés de dépassés et non pertinents et à en privilégier d'autres, reconnus comme modernes et pertinents : « ces lieux communs, au sens aristotélicien de notions ou de thèses avec lesquelles on argumente mais sur lesquelles on n'argumente pas (...) sont présents partout à la fois et sont partout puissamment relayés par ces instances prétendument neutres de la pensée neutre que sont les grands organismes internationaux (...), les *boîtes à idées* conservatrices (...), les fondations de philanthropie, les écoles du pouvoir (...) et les grands médias »<sup>15</sup>.

Lorsque Bourdieu décrit ces notions dans leurs oppositions et leurs équivalences, on s'aperçoit que ce discours, bien qu'il se pare volontiers des atours de la science (politique, économique, sociologique...), ferme le débat plus qu'il ne l'ouvre. Dans la « nouvelle vulgate planétaire », chaque notion « moderne et pertinente » a pour contraire, non pas une notion opposable (idéologiquement sinon scientifiquement), mais une notion négativement connotée pour ne pas dire socialement inacceptable : on oppose ainsi, plus ou moins implicitement, la liberté à la contrainte, l'ouverture à la fermeture, la flexibilité à la rigidité, le dynamisme en mouvement (et la croissance) à l'immobilisme figé et archaïque, le futur et la nouveauté au passé forcément dépassé, l'individu (et l'individualisme) au groupe (et au collectivisme), la diversité et l'authenticité à l'uniformité et à l'artificialité, la démocratie à l'autocratie totalitaire. Dans sa *déclaration* inaugurale, le 23 mai 1995, Alain Juppé évoquait le rôle de l'école d'une façon qui illustre parfaitement ce nouveau rapport politique : « *L'école, au sens le plus large du terme, a pour mission fondamentale de former le jugement, l'esprit critique, la personnalité. Elle dispense la culture générale qui fait de l'enfant un adulte libre dans un Monde où il devra sans cesse trier le vrai du faux, l'information de la propagande, la pensée droite du raisonnement biaisé* ».

Il ne s'agit plus de décrire un monde possible, à construire, mais un monde donné, auquel il faut s'adapter. Jean-Pierre Le Goff confirme que, depuis trente ans, l'action gouvernementale tend de plus en plus à se réduire à la « gestion des contraintes » et à « l'adaptation à la modernité ». Le pays est ainsi soumis, par tous les moyens de communication existant, à un même type de discours qui résonne comme un chantage : la vitesse des évolutions et leur portée sont telles qu'il n'existe d'autre choix pour la société

<sup>15</sup> *Le monde diplomatique*, mai 2000, 6-7. Voir : Pierre Bourdieu, *interventions 1961-2001*. Agone, contre-feux, 443-449.

que de s'y adapter au plus vite si elle ne veut dépérir. Les choix ne sont pas exposés clairement, mais comme des « non-choix »<sup>16</sup>.

Le parti dominant n'assume plus la victoire d'une vision de la société sur une autre - et son caractère nécessairement temporaire -, mais incarne « la réalité » dans ce qu'elle a d'indiscutable et d'intemporel. On est donc bien entré dans l'ère de la violence symbolique et de sa « fonction idéologique de légitimation de l'ordre établi ». Le discours politique institue un pouvoir de violence symbolique « qui parvient à imposer des significations et à les imposer comme légitimes en dissimulant les rapports de force qui sont au fondement de sa force »<sup>17</sup>.

En l'absence de repères idéologiques incarnés par des groupes d'appartenance ou de référence, il ne reste plus, pour se démarquer de l'adversaire-concurrent sur le marché des biens politiques, que le recours au registre du symbole et aux processus d'essentialisation (Guillaumin, 1972)<sup>18</sup> : la disqualification d'autrui va alors consister à attribuer l'origine causale des actes à des caractéristiques essentielles, permanentes, le plus souvent dévalorisées de leurs auteurs (race, traits de personnalité - comme la prétention, l'anxiété, ou le dérèglement mental -, ou appartenances catégorielles). En situation de conflit parlementaire, les visions alternatives portées par l'opposition prennent alors l'aspect, au mieux du radicalisme ou de l'extrémisme, au pire de la déviance morale ou de la pathologie. Doit-on s'étonner, alors, d'une confrontation de plus en plus agressive et va-t-on vers une violence politique accrue ?

---

<sup>16</sup> Le Goff, J.-P. (2005). Le malaise français dans le miroir de l'Europe. *Le débat*, 136, 44-57.

<sup>17</sup> Bourdieu, P. (1972). *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris: Droz, p.18.

<sup>18</sup> Guillaumin, C. (1972). *L'idéologie raciste: Genèse et langage actuel*. [Racist ideology: genesis and present language]. Paris, La Haye: Mouton.